



MOYENS, AIDE JURIDICTIONNELLE
ET PROFESSIONS POUR LA JUSTICE

18 | LES PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES

18.1 LES OFFICIERS PUBLICS ET MINISTÉRIELS, LES ADMINISTRATEURS ET MANDATAIRES JUDICIAIRES

Au 1^{er} janvier 2017, l'ensemble des officiers publics et ministériels (OPM) s'élève à 14 500 qui exercent en majorité en qualité d'associé (69 %). Plus d'un tiers sont des femmes, moins âgées que les hommes en moyenne (45 ans et 8 mois contre 50 ans et 1 mois). Deux tiers des offices sont des sociétés, en général des sociétés civiles professionnelles (82 %).

Plus de 7 000 notaires sur les 10 500 sont associés (soit 67 %) et 19 % salariés. Leurs caractéristiques sociodémographiques sont proches de celles de la moyenne des OPM : ils sont âgés de 48 ans et 2 mois en moyenne et trois notaires sur cinq sont des hommes.

On compte 3 200 huissiers de justice. Les deux tiers sont des hommes. Ils ont en moyenne 48 ans et 8 mois, les femmes étant plus jeunes que les hommes de cinq ans en moyenne.

Les commissaires-priseurs (397) travaillent plus fréquemment en qualité d'associé (52 %). Profession plus masculine que la moyenne des OPM (76 % d'hommes), elle est aussi plus âgée (51 ans et 10 mois). Les offices ne sont que quatre fois sur dix des sociétés.

Les greffiers des tribunaux de commerce (229) et les avocats aux conseils (112) travaillent en tant qu'associés dans respectivement 86 % et 88 % des cas.

Dans le cadre de la justice commerciale, 132 administrateurs et 295 mandataires judiciaires officient dans respectivement 89 et 230 études au 1^{er} janvier 2017.

Définitions et méthodes

Officier public et ministériel : personne titulaire d'un office, conféré à vie par l'autorité publique et lui donnant le droit de présenter un successeur (office ministériel), ayant qualité pour dresser des actes publics dit « authentiques », c'est-à-dire dont la force probante est quasi-absolue (office public).

Notaire : officier public et ministériel qui rédige et reçoit des actes ou contrats auxquels il confère un caractère « authentique » (ex : testament, vente d'immeuble, contrat de mariage...).

Huissier de justice : officier public ministériel qui délivre des actes judiciaires (ex : convocation en justice) et procède à l'exécution forcée des décisions de justice (ex : expulsion, saisie...).

Commissaire-priseur judiciaire : officier ministériel qui détient un monopole lui permettant de procéder aux ventes judiciaires (prescrites par la loi ou la justice) de meubles et effets mobiliers corporels (robes, bijoux...) aux enchères publiques.

Greffier de tribunal de commerce : officier public et ministériel qui assiste les juges du tribunal de commerce à l'audience et le président dans ses tâches administratives et dirige les services du greffe (secrétariat) du tribunal de commerce.

Avocat aux conseils : officier ministériel qui a le monopole de l'assistance et de la représentation des plaideurs devant le Conseil d'État et la Cour de cassation.

Modes d'exercice des professions d'officiers publics et ministériels : les professions d'officiers publics et ministériels peuvent être exercées à titre individuel, d'associé avec un ou plusieurs confrères ou encore de salarié d'un confrère ou d'une société pour les notaires, les huissiers de justice, les commissaires-priseurs ou les greffiers de tribunaux de commerce.

Administrateur judiciaire : dans le cadre d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire, il est chargé d'assister ou de surveiller le débiteur en difficulté voir d'administrer son entreprise.

Mandataire judiciaire : dans le cadre des procédures de sauvegarde, de redressement et de liquidation, il est chargé de représenter les créanciers.

Champ : France métropolitaine et DOM.

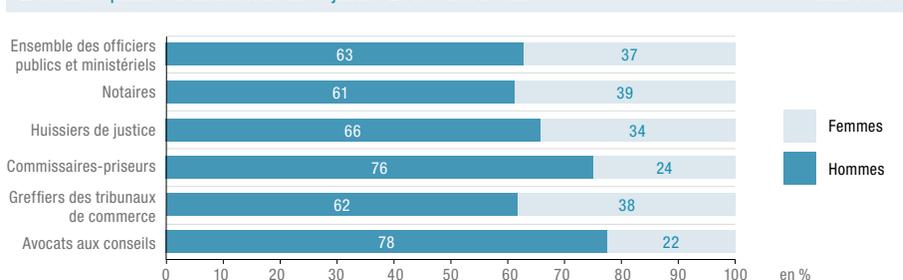
Source : Ministère de la Justice / Direction des affaires civiles et du Sceau

Pour en savoir plus : www.justice.gouv.fr/justice-civile-11861/

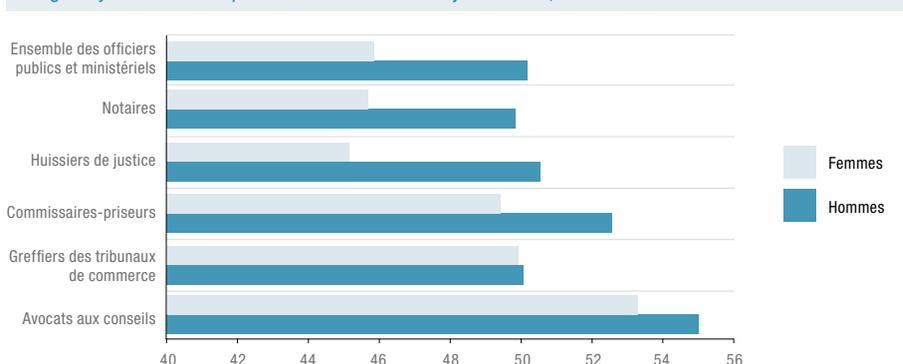
1. Officiers publics et ministériels au 1^{er} janvier 2017 selon le mode d'exercice

	Total	Associé	Individuel	Salarié
Officiers publics et ministériels	14 504	10 070	2 184	2 250
Notaires	10 534	7 022	1 476	2 036
Huissiers de justice	3 232	2 544	516	172
Commissaires-priseurs	397	207	158	32
Greffiers des tribunaux de commerce	229	198	21	10
Avocats aux conseils	112	99	13	/

2. Officiers publics et ministériels au 1^{er} janvier 2017 selon le sexe



3. Âge moyen des officiers publics et ministériels au 1^{er} janvier 2017, selon le sexe



4. Nombre d'offices au 1^{er} janvier 2017 selon le mode de gestion

	Total ⁽¹⁾	Dont offices en société	
		Sociétés civiles professionnelles	Sociétés d'exercice libéral
Total	6 672	3 679	815
Notaires	4 527	2 565	492
Huissiers de justice	1 668	901	253
Commissaires-priseurs	289	98	30
Greffiers des tribunaux de commerce	128	68	40
Avocats aux conseils	60	47	/

⁽¹⁾ hors offices vacants ou non pourvus

5. Administrateurs et mandataires judiciaires au 1^{er} janvier 2017

	Nombre de professionnels	Nombre d'études
Administrateurs judiciaires	132	89
Mandataires judiciaires	295	230

18.2 LES AVOCATS

Au 1^{er} janvier 2017, 65 500 personnes exercent la profession d'avocat : 36,4 % à titre individuel, 29,6 % en qualité d'associé, 29,3 % en qualité de collaborateur et 4,7 % en tant que salarié. Cette profession, majoritairement féminine (55,4 %) est âgée en moyenne de 44 ans, les hommes ayant six ans de plus que les femmes.

Le nombre d'avocats a progressé de 35 % en 10 ans. Parmi eux, le nombre de femmes a augmenté plus vite que celui des hommes (respectivement 50 % et 20 %). Les femmes sont plus nombreuses dans la profession que les hommes depuis 2009.

12,5 % des avocats (8 200) sont titulaires d'une mention de spécialisation. Quasiment quatre sur dix se concentrent

sur trois mentions : le droit du travail (17 %), le droit fiscal et douanier (11 %) et le droit des sociétés (10 %). Les principales autres mentions de spécialisation sont le droit de la sécurité sociale et de la protection sociale (9 %), le droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine (9 %), le droit immobilier (8 %) et le droit commercial, des affaires et de la concurrence (8 %).

2 200 avocats exerçant en France sont de nationalité étrangère, la majorité viennent d'Union Européenne (50 %), un quart d'Afrique (28 %) et 6 % d'Amérique du Nord (États-Unis et Canada).

Définitions et méthodes

Avocat : auxiliaire de justice (personne qui apporte son concours à la justice) dont la mission est de conseiller, de représenter et d'assister en justice la personne qui le choisit pour défendre ses intérêts devant les différentes juridictions.

Modes d'exercice de la profession d'avocat : la profession d'avocat peut être exercée à titre individuel, d'associé avec un ou plusieurs confrères, de salarié d'un confrère ou d'une société d'avocats, ou encore de collaborateur d'un autre avocat qui lui rétrocède des honoraires.

Champ : France métropolitaine et DOM.

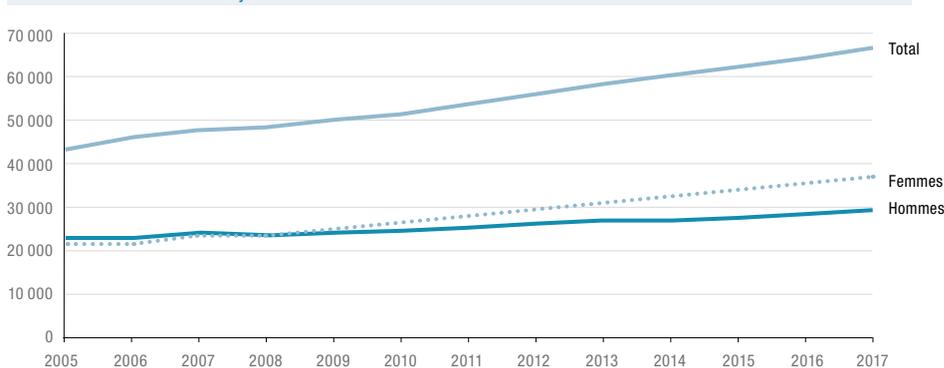
Source : Ministère de la Justice / Direction des affaires civiles et du Sceau

Pour en savoir plus : www.justice.gouv.fr/justice-civile-11861/

1. Avocats au 1^{er} janvier 2017 selon le mode d'exercice

	unité : effectif	
	Nombre	En %
Total	65 480	100,0
Individuel	23 848	36,4
Associé	19 343	29,6
Collaborateur	19 204	29,3
Salarié	3 085	4,7

2. Nombre d'avocats au 1^{er} janvier selon le sexe



3. Âge moyen des avocats au 1^{er} janvier 2017, selon le sexe

	unité : effectif			
	Total	Hommes	Femmes	Part des femmes en %
Avocats	65 480	29 177	36 303	55,4
Âge moyen (en années)	43,8	47,0	41,2	/

4. Avocats titulaires d'une mention de spécialisation au 1^{er} janvier 2017

	unité : effectif
Total	8 209
Nature de la mention de spécialisation	
Droit du travail	1 426
Droit fiscal et droit douanier	918
Droit des sociétés	796
Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	736
Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	729
Droit immobilier	684
Droit commercial, des affaires et de la concurrence	632
Droit pénal	408
Droit public	382
Procédure d'appel	247
Droit de la propriété intellectuelle	210
Droit des garanties, des sûretés et des mesures d'exécution	198
Autres	843

5. Avocats étrangers et avocats inscrits dans un barreau français et étranger au 1^{er} janvier 2017

	unité : effectif
Avocats étrangers	2 232
Union européenne	1 125
dont	
Allemagne	215
Royaume-Uni	195
Italie	152
Belgique	125
Hors Union européenne	1 107
dont	
Afrique (hors Maghreb)	373
Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	255
États-Unis d'Amérique	132
Avocats inscrits dans un barreau français et étranger	2 636

18.3 LES CONCILIEATEURS, LES DÉLÉGUÉS ET MÉDIATEURS DU PROCUREUR

En 2016, les conciliateurs de justice (2 000) ont été saisis de 133 400 affaires civiles qui se sont terminées par une conciliation dans 54 % des cas.

En 2016, les délégués du procureur (923) et les médiateurs pénaux (315) ont été sollicités pour intervenir dans les affaires pénales. Le parquet leur a confié la mise en œuvre de 148 000 mesures alternatives.

Les associations socio-judiciaires (154) ont quant à elles, pris en charge 11 000 mesures de médiation pénale.

Définitions et méthodes

Conciliateur de justice : nommé par ordonnance du premier président de la cour d'appel et exerçant ses fonctions à titre bénévole, le conciliateur de justice est chargé de faciliter en dehors de tout procès le règlement amiable des différends portant sur des droits dont les parties ont la libre disposition. Il peut aussi être désigné, dans le cadre d'un procès civil, par l'autorité judiciaire saisie, pour procéder à une tentative de conciliation des parties.

Délégué du procureur : personne chargée de procéder sur instruction du procureur de la République à la mise en œuvre d'une alternative à la poursuite (ex : rappel à la loi) ou d'une composition pénale.

Médiateur du procureur : personne chargée de procéder sur instruction du procureur de la République à un rapprochement entre l'auteur de l'infraction et la victime en vue d'un règlement amiable du conflit né de l'infraction.

Association socio-judiciaire : association qui apporte son concours au fonctionnement de la justice notamment dans le domaine de l'aide aux victimes.

1. Activité des conciliateurs de justice en 2016		unité : effectif et affaire
Nombre de conciliateurs de justice		2 012
Nombre de saisines directes		133 428
Nombre d'affaires conciliées		72 174
Taux de conciliation (en %)		54,1

2. Délégués et médiateurs du procureur en 2016		unité : effectif et affaire
Délégués du procureur		923
Médiateurs pénaux		315
Associations socio-judiciaires		154
Mesures alternatives confiées aux délégués et aux médiateurs		148 000
Mesures de médiations pénales confiées aux associations socio-judiciaires		11 000

Champ : France métropolitaine et DOM.

Source : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Enquête conciliateurs, enquête médiateurs

Pour en savoir plus : « Délégués et médiateurs du procureur : des acteurs essentiels de la mise en œuvre de la réponse pénale », *Infostat Justice 140*, mars 2016